

BE-A0525_721426_802148_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Moignelée : Dépôt 2020 (1834-1977 (1985))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Elections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Correspondance générale.....	21
B. États généraux, enquêtes et statistiques générales.....	21
3 - 18 Dossiers relatifs aux enquêtes de commodo et incommodo. 1953-1976.	21
C. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
3. Coopération intercommunale.....	23
29 - 34 Dossiers relatifs à la Société Coopérative " Association	
intercommunale hospitalière de la Basse-Sambre ". 1962-1976.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	24
1. Conseil communal.....	24
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	24
38 - 39 Dossiers individuels des échevins. 1972-1976.....	24

C. Personnel des services.....	24
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	24
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	25
41 - 43 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1918-1976.....	25
44 - 46 Dossiers individuels du personnel de la bibliothèque communale. 1928-1960.....	25
47 - 48 Dossiers relatifs aux femmes de charge. 1930-1977.....	25
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	25
49 - 52 Dossiers individuels des fossoyeurs. 1920-1952.....	25
4. Dossiers du personnel de police.....	26
54 - 57 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1904-1976.....	26
5. Dossiers du personnel enseignant.....	26
58 - 60 École primaire adoptée pour filles. 1920-1927.....	26
III. Patrimoine.....	28
63 - 65 Dossiers relatifs aux aliénations de parcelles. 1889-1973.....	28
69 - 81 Dossiers relatifs aux emprises. 1930-1972.....	28
82 - 89 Dossiers relatifs aux acquisitions. 1939-1976.....	29
90 - 92 Dossiers relatifs aux aliénations. 1949-1970.....	30
IV. Finances et fiscalité.....	31
A. Comptabilité du secrétariat.....	31
1. Budgets et annexes.....	31
94 - 96 Budgets annuels. 1956-1977.....	31
2. Subventions des autorités supérieures.....	31
B. Comptabilité du receveur.....	31
1. Registres de comptabilité.....	31
100 - 104 Grands-livres des recettes et dépenses. 1970-1975.....	31
2. Comptes et pièces justificatives.....	32
105 - 107 Comptes annuels. 1955-1976.....	32
108 - 119 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1956-1976.....	32
109 - 110 1962.....	32
111 - 112 1968.....	32
116 - 117 1974.....	33
118 - 119 1976.....	33
C. Impositions et taxes communales.....	33
1. Généralités.....	33
2. Impôts directs.....	33
122 - 132 Dossiers relatifs aux taxes. 1927-1976.....	33
126 - 129 Sur le personnel occupé et sur la force motrice. 1959-1976....	34
134 - 139 Rôles des taxes. 1960-1976.....	34
134 - 135 Sur les débits de tabacs. 1960-1976.....	34
136 - 137 Sur les débits de boissons. 1962-1976.....	34
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	35
141 - 145 Matrices cadastrales. 1834-1926.....	35
V. État civil.....	36
VI. Population.....	37
A. Généralités.....	37
B. Registres et mouvements de la population.....	37
157 - 178 Registres de la population. 1862-1977.....	37
159 - 160 1910-1920.....	37
161 - 164 1930-1946.....	37
165 - 169 1948-1960.....	37
170 - 174 1961-1970.....	38
175 - 178 1971-1977.....	38

179 - 187 Index des registres de la population. 1910-1977.....	38
182 - 183 1948-1960.....	39
184 - 185 1961-1970.....	39
186 - 187 1971-1977.....	39
188 - 190 Index des registres de la population sous format fiches. 1948-1970.	39
188 - 189 1948-1970.....	39
191 - 195 Registres des entrées. 1891-1976.....	39
196 - 200 Registres des sorties. 1887-1978.....	40
C. Cartes d'identité et permis de conduire.....	40
D. Étrangers.....	41
206 - 223 Registres des étrangers. 1922-1977.....	41
224 - 226 Registres des entrées. 1948-1976.....	42
226/b - 228 Registres des sorties. 1948-1976.....	42
229 - 230 Registres des permis de travail. 1951-1976.....	42
232 - 233 Registres de contrôle des cartes d'identité. 1966-1976.....	43
VII. Élections.....	44
234 - 236 Dossiers relatifs aux élections communales, à l'installation des conseillers et à la nomination d'échevins. 1958-1970.....	44
VIII. Affaires militaires et guerres.....	45
A. Service militaire.....	45
238 - 244 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1976.....	45
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	45
IX. Ordre et sécurité publics.....	46
A. Généralités.....	46
B. Police.....	46
C. Service d'incendie.....	46
252 - 254 Rapports annuels sur l'activité du corps des pompiers du Groupement régional de défense contre l'incendie de Tamines. 1959-1971....	46
D. Protection civile.....	46
X. Santé publique.....	48
A. Service communal pour l'environnement.....	48
B. Inspection médicale scolaire.....	48
C. Service communal de traitement des immondices.....	48
D. Lutte contre les maladies épidémiques.....	48
E. Analyse de l'eau potable.....	48
F. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	48
266 - 271 Dossiers relatifs à la démolition de taudis. 1943-1971.....	48
273 - 274 Dossiers relatifs aux travaux de démolition de maisons. 1970-1977.	49
G. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	49
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	50
A. Généralités.....	50
276 - 277 Dossiers relatifs aux emprunts consolidés contractés auprès du Crédit Communal de Belgique pour des travaux publics. 1939-1976.....	50
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	50
1. Bâtiments administratifs et communaux.....	50
2. Bâtiments affectés à la sécurité et à l'ordre publics.....	50
3. Bâtiments affectés à la santé publique et à l'hygiène.....	51
4. Bâtiments scolaires.....	51
5. Bâtiments affectés à des fins sociales.....	51
295 - 295/b Dossiers relatifs aux travaux de construction de 92 logements	

(cité du Ponciat). 1962-1966, 1968-1972.....	52
6. Bâtiments du culte.....	52
7. Cimetières.....	52
C. Travaux et inspection de la voirie.....	53
1. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	53
313 - 321 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration des chemins. 1911-1969.....	53
314 - 317 Chemins n° 1, 2 et 8. 1912-1924.....	53
332 - 336 Dossiers relatifs aux travaux de réfection. 1953-1960.....	55
2. Voirie vicinale.....	56
3. Voirie nationale.....	57
354 - 357 Dossiers relatifs à la route industrielle de la Basse-Sambre. 1958-1976.....	57
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	57
E. Services d'utilité publique.....	58
1. Distribution d'eau.....	58
361 - 364 Dossiers relatifs à la participation de la commune au Service régional de Wanfercée-Baulet de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1923-1976.....	58
367 - 369 Dossiers relatifs à la participation de la commune à un nouveau service de captage de la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1969-1976.....	58
2. Distribution de gaz.....	59
372 - 375 Dossiers relatifs à l'établissement et l'exploitation d'une canalisation de gaz naturel par la SA " DISTRIGAZ " destinée à interconnecter les conduites Jumet - Gilly et Jemeppe - Froidmont. 1971-1973.....	59
3. Distribution d'électricité.....	59
4. Éclairage public.....	60
5. Téléphone.....	60
380 - 382 Dossiers relatifs à la pose de câbles téléphoniques, aux raccordements et aux retraits de câbles. 1953-1974.....	60
383 - 384 Dossiers relatifs à l'installation de bornes téléphoniques. 1974-1975.....	60
6. Radio et télévision câblées.....	60
7. Transports en commun.....	60
386 - 388 Dossiers relatifs au service d'autobus de la Basse-Sambre (Châtelineau - Wanfercée-Baulet - Tamines - Châtelineau et extensions). 1931-1974.....	60
F. Aménagement du territoire.....	61
XII. Enseignement.....	62
A. Généralités.....	62
B. Cadre général.....	62
398 - 399 École primaire adoptée pour filles. 1919-1926.....	62
400 - 401 École primaire communale des filles. 1963-1969.....	62
C. Organisation.....	62
D. Bâtiments.....	63
E. Équipement.....	63
F. Finances.....	63
XIII. Bibliothèque communale.....	64
416 - 417 Budgets annuels. 1953-1962.....	64
XIV. Économie.....	65
XV. Affaires sociales.....	66

XVI. Tutelle sur la Commission d'assistance publique.....	67
424 - 426 Comptes annuels. 1954-1975.....	67
XVII. Relations avec la paroisse.....	68
A. Personnel.....	68
B. Patrimoine.....	68
429 - 430 Dossiers relatifs aux donations et legs. 1934-1937.....	68
C. Finances.....	68
435 - 437 Budgets annuels. 1952-1975.....	69
438 - 440 Comptes annuels. 1952-1976.....	69

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune de Moignelée. Dépôt 2020

Période:
1834 - 1977 (1985)

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.806

Etendue:

- Etendue inventoriée: 11.10 m
- Numéros: 440.00

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques, tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Moignelée

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Moignelée dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Fosses-la-Ville, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Moignelée devient une commune à part entière. En 1809, elle est rattachée à la commune de Tamines mais elle redevient une commune à part entière en 1819. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Fosses-la-Ville ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur, et de l'arrondissement administratif et judiciaire de Namur. Moignelée relève par ailleurs du canton de milice de Fosses-la-Ville à partir de 1817, de Tamines à partir de 1870 et de nouveau de Fosses-la-Ville en 1913 ².

Moignelée perd une partie de son territoire au profit de Lambusart en 1850. Au XIIe siècle, la paroisse de Moignelée étend son influence sur tout le territoire d'Aiseau. De 1809 à 1819, Moignelée dépend de la paroisse de Tamines. En 1901, une partie du territoire de Tamines est rattaché à la paroisse de Moignelée ³.

L'église de l'Immaculée Conception date de 1862 et les fonts baptismaux du XVIIe siècle ⁴.

L'exploitation de la houille commence à Moignelée dès le XVIIIe siècle. D'abord, une concession de 88 ha est octroyée par la seigneurie d'Aiseau et de Marbais en 1734. En 1815, cette exploitation dite de la " Marmite " appartient à Alexandre Lorent et Pierre Delhaye, des négociants de Châtelet. Une nouvelle concession est octroyée en 1827. En 1838, il y a 3 sièges en activité à Moignelée où travaillent 142 ouvriers et la production atteint 8361 tonnes. En 1858, la concession de la " Marmite " fusionne avec la Société des

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, vol. 2, p. 1231 et vol.3, p. 1529.

2 Idem.

3 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, vol. 2, Bruxelles, 1980, p. 1003-1004.

4 Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur, Bruxelles, 2008, p. 362.

charbonnages de Tamines pour former la SA des Charbonnages réunis de la Basse-Sambre.

Lors de la crise charbonnière de 1868, une grève des mineurs est signalée à Moignelée.

La superficie agricole est importante dans la commune jusqu'en 1929 et réunit 117 ha sur les 162 que compte la commune. Elle décroît depuis au profit de l'espace bâti ⁵.

Le 1er janvier 1977, la commune de Moignelée est fusionnée avec les communes d'Auvelais, Arsimont, Falisolle, Keumiée, Tamines et Velaine-sur-Sambre pour former la commune de Basse-Sambre, rebaptisée Sambreville en 1978 ⁶.

La fusion forme une entité de 27.284 habitants pour 3.422 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " La fusion tend à fournir à l'agglomération d'Auvelais-Tamines et aux communes qui font partie de cette unité de vie sociale, les moyens de s'adapter à leurs activités actuelles. Cette zone urbaine ancienne doit être restructurée, aménagée et dotée d'équipements nouveaux capables de développer des fonctions urbaines supérieures " ⁷.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou

5 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, vol. 2, Bruxelles, 1980, p. 1004.

6 Loi du 4 juillet 1978, Moniteur belge, 26 juillet 1978.

7 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁸".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette

8 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Moignelée et de Sambreville constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

On sait peu de chose du parcours des archives de la commune de Moignelée au XIXe siècle. La seule mention consiste en un inventaire datant de 1841, dont la majorité des documents ne nous sont pas parvenus. Le 27 février 1967, une lettre de réponse du bourgmestre adressée aux Archives générales du Royaume accorde le dépôt des archives communales aux Archives de l'État de Namur (à l'exception des registres de population, des registres de l'état civil ainsi que des procès-verbaux du Conseil et du Collège). Pour préparer le dépôt, l'archiviste Beterams se rend sur place en 1967. Suite à sa visite, il rédige une note pour signaler la destruction des archives durant un incendie en 1938⁹. Finalement, aucune suite n'a été donnée et aucun transfert d'archives n'a été effectué.

Un rapport d'inspection de Cécile Douxchamps-Lefèvre, chef de section, en date du 20 janvier 1977, indique que les archives sont maintenues aux sièges des anciennes communes après la fusion.

Une nouvelle inspection est effectuée en 1990 par D. Van Overstraeten. À cette époque, le responsable des archives était Christian Hody. Il était chargé de la gestion des archives non courantes, de leur indexation et des recherches pour les services. Les documents sont conservés dans 5 salles distinctes, globalement en bon état et en bon ordre. L'ensemble est classé selon la Classification décimale universelle (CDU), il n'y a pas d'inventaire mais des index existent pour les registres aux délibérations, les livrets de milice, les permis de bâtir, les enquêtes de commodo et incommodo et le personnel communal. Pour les éliminations, les archives sont envoyées à l'incinération après accord du secrétaire, du receveur et du commissaire de police ; les instructions de tri des Archives de l'État sont à l'étude mais un rappel est fait de la législation existante en ce qui concerne l'obligation de demander une autorisation à l'Archiviste général pour toute élimination.

La commune utilise un centre de traitement des archives numériques internes qui est en usage depuis 1973. Celles-ci sont gérées par 2 programmeurs et 1 réparateur, le tout sauvegardé sur disques magnétiques et disquettes mais également imprimé sur papier ; la version papier servant à la conservation à long terme.

Au cours des années 1990 et au début des années 2000, les locaux d'archives

9 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Moignelée ".

sont saturés et la question du tri et de l'élimination de certains documents se pose. Les archives de Sambreville qui nous sont parvenues comprennent d'ailleurs des lacunes pour l'ensemble des anciennes communes de l'entité. Ainsi, par exemple, force est de constater que ni les comptes, ni les budgets, ni les pièces justificatives n'ont été conservées pour les années antérieures à 1950. D'une manière générale, avant cette date, peu de documents subsistent. En vue de valoriser ce patrimoine communal et de garantir la pérennité des archives, le Conseil communal a approuvé le 21 mars 2016 une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux ¹⁰.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Sambreville. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 7 février 2020 sous le n° 2020/1.

10 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossier " Commune de Sambreville ".

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Moignelée entre 1834 et 1977 (1985). Moignelée n'a en effet pas constitué une commune à part entière avant 1800. Les documents antérieurs à la Seconde Guerre mondiale sont cependant, au total, fort peu nombreux. Les quelques documents antérieurs à 1900 contenus dans le fonds concernent le cadastre et les registres de la population. Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en

effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les

conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement

conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution

et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹¹. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par l'utilité administrative et d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

11 <http://geoportail.wallonie.be>.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹². Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹³.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

¹² En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

¹³ GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 1 Registre indicateur de la correspondance sortante. 1967-1976.
1 volume

B. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

- 2 Liste des noms des intéressés relative à la classification des enquêtes commodo et incommodo. 1953-1976.
1 chemise

3 - 18 DOSSIERS RELATIFS AUX ENQUÊTES DE COMMODO ET INCOMMODO. 1953-1976.

- 3 1953.
1 chemise
- 4 1956.
1 chemise
- 5 1957.
1 chemise
- 6 1959.
1 chemise
- 7 1960.
1 chemise
- 8 1962.
1 chemise
- 9 1964.
1 chemise
- 10 1965.
1 chemise
- 11 1966.
1 chemise
- 12 1969.
1 chemise

13	1971.	1 chemise
14	1972.	1 chemise
15	1973.	1 chemise
16	1974.	1 chemise
17	1975.	1 chemise
18	1976.	1 chemise
19	<i>C. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE</i> Plan relatif au procès de Corbin Hanolet contre le charbonnage de Bonne Espérance pour l'inondation de prairies à Moignelée. 23 décembre 1899.	1 pièce
20	Correspondance entre la commune et l'avocat de Séraphine Vignerou relative aux travaux de réparation et aux indemnités dues à cette dernière par la commune à la suite de travaux publics ayant endommagé sa propriété. 1929-1938.	1 chemise
21	Correspondance entre la commune et les entrepreneurs Heinen frères (ou leurs représentants) relative au retard de paiement de travaux de réfection du chemin du Baty de Grogneau. 1930-1938.	1 chemise
22	Correspondance entre le bourgmestre, des avocats et le Service technique provincial relative aux dégâts d'inondation sur les propriétés de différents citoyens. 1932-1945.	1 chemise
23	Correspondance entre le bourgmestre, le Service technique provincial et le gouverneur relative au paiement non effectué d'une emprise par la commune à la fabrique. 1942.	1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

24 Dossier relatif à la préparation à la fusion des communes. 1975.
1 chemise

2. TERRITOIRE

25 Plan de Moignelée et des communes limitrophes. [1re moitié XXe siècle].
1 pièce

26 Dossier relatif à la demande d'un groupe d'habitants de Lambusart de rattachement de la portion de territoire qu'ils occupent à la commune de Moignelée. 1926-1932.
1 chemise

27 Fiche de nivellement. 8 avril 1963.
2 pièces

28 Lettre du secrétaire de la Commission royale de toponymie et dialectologie et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la dénomination d'une nouvelle rue sous le nom " rue du Poncia ". 1970.
2 pièces

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

29 - 34 DOSSIERS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE " ASSOCIATION INTERCOMMUNALE HOSPITALIÈRE DE LA BASSE-SAMBRE ". 1962-1976.

29 Adhésion. 1962.
1 chemise

30 Statuts. 1963-1968.
1 chemise

31 Financements. 1963-1971.
1 chemise

32 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux choix des administrateurs et commissaires représentant la commune. 1963-1976.
1 chemise

-
- 33 Structure et organisation. 1964-1966, 1971. 1 chemise
- 34 Ordres du jour et procès-verbaux des assemblées générales. 1966, 1973-1975. 1 chemise
- 35 Dossier relatif aux statuts de l'Union intercommunale pour l'étude et la gestion des services publics (IEGSP). 1963-1974. 1 chemise
- 36 Dossier relatif à la participation de la commune à la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise. 1963-1974. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 37 Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux et à la nomination d'échevins. 1946-1959. 1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 38 - 39 *DOSSIERS INDIVIDUELS DES ÉCHEVINS. 1972-1976.*
38 Daniel Ernest. 1972-1976. 1 chemise
- 39 André Hairson. 1972-1976. 1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 40 Extraits du registre aux délibérations du conseil communal relatifs au traitement du fossoyeur. 1924, 1950, 1953. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

41 - 43 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1918-1976.

- 41** Alfred Dejaiffe. 1918-1919. 2 pièces
- 42** Edgard Lemince. 1920, 1959-1967. 1 chemise
- 43** Edmond Hairson. 1972-1976. 1 chemise

44 - 46 DOSSIERS INDIVIDUELS DU PERSONNEL DE LA BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE. 1928-1960.

- 44** Madeleine Dewuyn, bibliothécaire. 1928. 1 chemise
- 45** Edgard Lemince, bibliothécaire. 1932-1960. 1 chemise
- 46** Ulysse Lefèvre, bibliothécaire. 1960. 2 pièces

47 - 48 DOSSIERS RELATIFS AUX FEMMES DE CHARGE. 1930-1977.

- 47** Écoles. 1930-1977. 1 chemise
- 48** Maison communale. 1949-1976. 1 chemise

3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

49 - 52 DOSSIERS INDIVIDUELS DES FOSSOYEURS. 1920-1952.

- 49** Charles Durieux. 1920. 1 chemise
- 50** Joseph Pousseur. 27 décembre 1943. 1 pièce
- 51** Léon Delvigne. 1945-1951. 1 chemise
- 52** Jean Hellemans. 29 janvier 1952.

1 pièce

- 53 Dossier relatif à la nomination de Jean Hahusseau comme cantonnier-fossoyeur. 1960.
1 chemise

4. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

54 - 57 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1904-1976.

- 54 Hyppolite Defays. 1904, 1908.
2 pièces

- 55 Camille Steinier. 1908-1936.
1 chemise

- 56 Fernand Gossiaux. 1940-1967.
1 chemise

- 57 François Gauthier. 1970-1976.
1 chemise

5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

58 - 60 ÉCOLE PRIMAIRE ADOPTÉE POUR FILLES. 1920-1927.

- 58 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination d'Yvonne Lambillotte comme institutrice à partir du 1er octobre 1920 jusqu'au 31 décembre 1920. 28 octobre 1920.
1 pièce

- 59 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la présence de Marthe Lebon comme institutrice gardienne du 1er mai 1924 au 11 novembre 1925 et comme institutrice primaire à partir du 20 novembre 1925. 20 janvier 1926.
1 pièce

- 60 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la présence de Jeanne Cocq comme institutrice primaire à partir du 30 novembre 1926. 10 août 1927.
1 pièce

- 61 Tableau listant le personnel des écoles communales. 23 janvier 1953.
1 pièce

- 62 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à

la nomination de Bernadette Berger au poste de maîtresse de
couture à titre temporaire. 1970.

1 pièce

III. PATRIMOINE

*63 - 65 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS DE PARCELLES.
1889-1973.*

63	A - H. 1889-1973.	1 liasse
64	J - M. 1896-1957.	1 liasse
65	N - Z. 1895-1968.	1 chemise
66	Plan de Moignelée avec les différents bâtiments communaux et religieux indiqués en couleur. [XXe siècle].	1 pièce
67	Dossier relatif à la location de biens communaux. 1910-1963.	1 chemise
68	Dossier relatif aux expropriations pour le projet de construction d'une route de la Basse-Sambre. 1929-1931.	1 chemise
 <i>69 - 81 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRISES. 1930-1972.</i>		
69	Place communale. 1930.	2 pièces
70	Rue du Baty Pirson. 1937-1938.	1 chemise
71	Nouvelle rue entre le sentier n° 15 et le chemin n° 1. 1954-1956.	1 chemise
72	Chaussée de Namur. 1954-1967.	1 chemise
73	Rue du Rivage. 1955.	2 pièces
74	Sentier n° 16. 1955.	1 chemise
75	Rue Fonds des Rys. 1955.	1 chemise

-
- | | | |
|----|---|-----------|
| 76 | Rue de Fleurus. 1955-1969. | 1 liasse |
| 77 | Rue de l'Église. 1957-1969. | 1 chemise |
| 78 | Rue Joseph Wauters. 1958, 1970. | 1 chemise |
| 79 | Rue Auguste Meilleur. 1960-1961. | 1 chemise |
| 80 | Rue Neuve. 1963-1964. | 1 chemise |
| 81 | Chaussée de Charleroi. 1963-1972. | 1 chemise |
| 82 | <i>82 - 89 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS. 1939-1976.</i>
Acte d'achat d'une maison avec annexes bâties (à démolir) et d'une parcelle situées au lieudit " Trieu de Malonne " appartenant à la SA des Charbonnages de Bonne Espérance. 8 juillet 1939. | 1 pièce |
| 83 | Expropriation d'un terrain cadastré section A, n° 590a appartenant à Aimé Dumont pour y établir un dépôt d'immondices. 1942-1943. | 1 chemise |
| 84 | Expropriation de terrains situés rue Émile Vandervelde par la Société Nationale des Habitations et Logements Bon Marché pour le compte de la société du logement local " Le Mieux Être ". 1952-1954. | 1 chemise |
| 85 | Achat d'une parcelle cadastrée section A, n° 592 appartenant à Renelde Patris-Lombert pour y établir un dépôt d'immondices. 1955. | 1 chemise |
| 86 | Expropriation de terrains en vue de la création d'un nouveau chemin reliant la rue Émile Vandervelde à la rue de Fleurus. 1955-1956. | 1 chemise |
| 87 | Dossier relatif à la demande d'estimation et d'acquisition de terrains situés rue de Fleurus et au Nord de la Cité du Ponciat pour le compte de la société " Le Mieux Être " en vue de leur | |

lotissement. 1964-1965.

1 chemise

88 Expropriation de terrains situés au lieudit " Le Poteau " par la Société Nationale du Logement pour le compte de la société " Le Mieux Être " en vue de leur lotissement. 1965-1968.

1 chemise

89 Dossier relatif à l'acquisition d'immeubles insalubres dans le but de les détruire. 1968-1976.

1 pièce

90 - 92 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS. 1949-1970.

90 Vente du terrain cadastré section A, n° 288c par la Société coopérative " Le Mieux Être " à la Société coopérative " Mon Toit " pour la construction de 28 maisons. 1949-1955.

1 chemise

91 Vente publique de deux immeubles et d'un terrain cadastré section A n° 452g, 452i et 456e à l'Association des Œuvres paroissiales catholiques du Doyenné d'Auvelais. 1966-1967.

1 chemise

92 Vente publique d'une maison à démolir avec jardin et remise cadastrés section A, n° 346d (partie), 347c2 (partie) et 347d2. 1968-1970.

1 chemise

93 Dossier relatif au boisement de terrains communaux incultes. 1957-1961.

1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

94 - 96 BUDGETS ANNUELS. 1956-1977.
1956.

1 chemise

95 1966-1969.

1 liasse

96 1970-1977.

1 liasse

2. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

97 Relevés des superficies des voiries communales. [XXe siècle].

2 pièces

98 Dossier relatif à la classification et au mesurage des chemins.
[1950].

1 chemise

99 États relatifs à la superficie de la voirie et listes des voies
publiques. 1950-1976.

1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

100 - 104 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1970-
1975.
1970.

100

1 chemise

101 1971.

1 liasse

102 1972.

1 liasse

103 1973.

1 cahier

104	1975.	1 chemise
	2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	
105	<i>105 - 107 COMPTES ANNUELS. 1955-1976.</i> 1955-1959.	1 chemise
106	1960-1969.	1 chemise
107	1970-1976.	1 chemise
108	<i>108 - 119 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1956-1976.</i> 1956.	1 liasse
109	109 - 110 1962 1re partie.	1 liasse
110	2e partie.	1 liasse
111	111 - 112 1968 1re partie.	1 liasse
112	2e partie.	1 liasse
113	1971.	1 chemise
114	1972.	1 chemise
115	1973.	1 chemise

116	116 - 117 1974 1re partie.	1 liasse
117	2e partie.	1 liasse
118	118 - 119 1976 1re partie.	1 liasse
119	2e partie.	1 liasse

C. IMPOSITIONS ET TAXES COMMUNALES

120	1. GÉNÉRALITÉS Journal auxiliaire des impositions et des taxes. 1969-1975.	1 volume
121	Correspondance entre le bourgmestre et les ministres des Finances, de la Prévoyance sociale et le président de l'Union des villes et communes belges relative au travail non déclaré et à l'homogénéisation des pensions. 1972-1973.	1 chemise
2. IMPÔTS DIRECTS		
122	<i>122 - 132 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES. 1927-1976.</i> Sur les lits ou les chambres en location et les maisons de logement. 1927-1935, 1953-1969.	1 chemise
123	Sur les enseignes et les affiches. 1959-1976.	1 chemise
124	Sur les charbonnages. 1959-1974.	1 chemise
125	Sur l'enlèvement des immondices. 1959-1976.	1 chemise

126	126 - 129 Sur le personnel occupé et sur la force motrice. 1959-1976. Réclamations et extraits du registre aux délibérations du Conseil communal. 1959-1975.	1 chemise
127	Enquêtes publiques. 1959-1969.	1 chemise
128	Rôles. 1959-1976.	1 chemise
129	Déclarations. 1961-1975.	1 chemise
130	Sur les véhicules automobiles. 1962-1965.	1 chemise
131	Sur les personnes physiques. 1962-1975.	1 chemise
132	Sur les chiens. 1964-1970.	1 chemise
133	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'instauration d'une taxe d'ouverture et de prolongement de voirie. 7 août 1956.	1 pièce
	<i>134 - 139 RÔLES DES TAXES. 1960-1976.</i>	
134	134 - 135 Sur les débits de tabacs. 1960-1976. 1960-1969.	1 chemise
135	1970-1976.	1 chemise
136	136 - 137 Sur les débits de boissons. 1962-1976. 1962-1969.	1 chemise
137	1970-1976.	1 chemise

138	Sur l'extraction du charbon. 14 août 1974.	1 pièce
139	Sur les officines de paris. 1974-1975.	2 pièces
140	Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la taxe additionnelle à la taxe provinciale sur les vélos et les cyclomoteurs. 1963-1975.	1 chemise
<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i>		
141	141 - 145 MATRICES CADASTRALES. 1834-1926. 1er volume (art. 1-128).	1 volume
142	2e volume (art. 129-251).	1 volume
143	3e volume (art. 252-413).	1 volume
144	4e volume (art. 414-670).	1 volume
145	5e volume (art. 671-830).	1 volume
146	Extrait cadastral de la commune de Moignelée, section A. 1966.	1 pièce

-
- V. ÉTAT CIVIL
- 147 Croquis d'une machine servant à descendre les cercueils dans les tombes. [1re moitié du XXe siècle].
1 pièce
- 148 Registre d'inscription des concessions de sépulture accordées. 1899-1971.
1 cahier et 2 pièces
- 149 Correspondance relative aux achats de concessions. 1953-1969.
1 chemise
- 150 Dossier relatif aux règlements et aux taxes sur les transports funèbres, les inhumations et les exhumations. 1961-1970.
1 chemise
- 151 Dossier relatif aux modifications du prix des concessions. 1963-1972.
1 chemise
- 152 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la modification de durée des concessions de sépulture. 13 octobre 1971.
1 pièce
- 153 Dossier relatif aux prolongations de concessions de sépultures à perpétuité. 1972-1974.
1 chemise
- 154 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au règlement sur les inhumations dans la commune et sur les concessions. 14 juillet 1976.
1 pièce

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

155 Pyramides des âges de la population. 1930, 1949. 2 pièces

156 Tableaux de renseignements relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil destinés à établir les statistiques démographiques. 1949, 1955, 1957-1958. 1 chemise

B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

157 157 - 178 REGISTRES DE LA POPULATION. 1862-1977. 1862-1875. 1 volume

158 1888-1909. 1 volume

159 159 - 160 1910-1920. Vol. 1. 1 volume

160 Vol. 2. 1 volume

161 161 - 164 1930-1946. Vol. 1. 1 volume

162 Vol. 2. 1 volume

163 Vol. 3. 1 volume

164 Vol. 4. 1 volume

165 165 - 169 1948-1960. Vol. 1. 1 volume

166	Vol. 2.	1 volume
167	Vol. 3.	1 volume
168	Vol. 4.	1 volume
169	Vol. 5.	1 volume
170	<i>170 - 174 1961-1970.</i> Vol. 1.	1 volume
171	Vol. 2.	1 volume
172	Vol. 3.	1 volume
173	Vol. 4.	1 volume
174	Vol. 5.	1 volume
175	<i>175 - 178 1971-1977.</i> Vol. 1.	1 volume
176	Vol. 2.	1 volume
177	Vol. 3.	1 volume
178	Vol. 4.	1 volume
179	179 - 187 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1910-1977. 1910-1920.	1 volume

180	1910-1920.	1 volume
181	1930-1946.	1 volume
182	<i>182 - 183 1948-1960.</i> Index de A à Hubert Alida.	1 volume
183	Index d'Hubert Éveline à Z.	1 volume
184	<i>184 - 185 1961-1970.</i> Index de A à L.	1 volume
185	Index de M à Z.	1 volume
186	<i>186 - 187 1971-1977.</i> Index A à K.	1 volume
187	Index L à Z.	1 volume
	188 - 190 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION SOUS FORMAT FICHES. 1948-1970.	
188	<i>188 - 189 1948-1970.</i> Fiches des personnes rayées de A à K.	1 fichier
189	Fiches des personnes rayées de L à Z.	1 fichier
190	1961-1970.	1 fichier
191	191 - 195 REGISTRES DES ENTRÉES. 1891-1976. 1891-1909.	

		1 volume
192	1909-1937.	1 volume
193	1937-1955.	1 volume
194	1956-1968.	1 volume
195	1969-1976.	1 volume
196	196 - 200 REGISTRES DES SORTIES. 1887-1978. 1887-1913.	1 cahier
197	1911-1937.	1 volume
198	1937-1955.	1 volume
199	1956-1972.	1 volume
200	1973-1978.	1 volume
201	Registre des naissances et des décès survenus dans une autre commune. 1955-1962.	1 volume
202	Statistiques du mouvement de la population et de l'état civil. 1960- 1976.	1 liasse
203	<i>C. CARTES D'IDENTITÉ ET PERMIS DE CONDUIRE</i> Registre des cartes d'identité. 1952-1970.	1 volume
204	Registre des permis de conduire. 1967-1976.	1 volume
205	Registre des licences d'apprentissage. 1967-1976.	

1 volume

D. ÉTRANGERS

- 206** 206 - 223 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1922-1977.
Vol. 1 : n° 1-145. 1922-1926. 1 volume
- 207** Vol. 2 : n° 146-335. 1926-1939. 1 volume
- 208** Vol. 3 : n° 336 à 386. 1939-1945. 1 volume
- 209** Vol. 4 : n° 387 à 486. 1945-1946. 1 volume
- 210** Vol. 5 : n° 486B à 536. 1946-1947. 1 volume
- 211** Vol. 6 : n° 537 à 585. 1947. 1 volume
- 212** Vol. 7 : n° 586 à 686. 1947. 1 volume
- 213** Vol. 8 : n° 687 à 787. 1947. 1 volume
- 214** Vol. 9 : n° 788 à 988. 1947-1948. 1 volume
- 215** Vol. 10 : n° 989 à 1189. 1948-1949. 1 volume
- 216** Vol. 11 : n° 1190 à 1390. 1949-1951. 1 volume
- 217** Vol. 12 : n° 1391 à 1590. 1951-1952. 1 volume
- 218** Vol. 13 : n° 1591 à 1790. 1952-1955. 1 volume
- 219** Vol. 14 : n° 1791 à 1990. 1955-1956. 1 volume

220	Vol. 15 : n° 1991 à 2190. 1956-1957.	1 volume
221	Vol. 16 : n° 2191 à 2391. 1957-1961.	1 volume
222	Vol. 17 : n° 2392 à 2441. 1961-1962.	1 volume
223	Vol. 18 : n° 2442 à 3323. 1962-1977.	1 volume
224	224 - 226 REGISTRES DES ENTRÉES. 1948-1976. 1948-1955.	1 volume
225	1956-1965.	1 volume
226	1965-1976.	1 volume
226 /b	226/B - 228 REGISTRES DES SORTIES. 1948-1976. 1948-1955.	1 volume
227	1955-1964.	1 volume
228	1965-1976.	1 volume
229	229 - 230 REGISTRES DES PERMIS DE TRAVAIL. 1951-1976. 1951-1956.	1 volume
230	1956-1976.	1 volume
231	Registre destiné à l'inscription des livrets de travail délivrés. 1956- 1972.	1 volume

	232 - 233 REGISTRES DE CONTRÔLE DES CARTES D'IDENTITÉ. 1966-1976. 1966-1975.	
232		1 volume
233	1975-1976.	1 volume

VII. ÉLECTIONS

234 - 236 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES, À L'INSTALLATION DES CONSEILLERS ET À LA NOMINATION D'ÉCHEVINS. 1958-1970.

234	12 octobre 1958.	1 pièce
235	11 octobre 1964.	1 chemise
236	11 octobre 1970.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

- 237 Registre des militaires en congé illimité dans la commune. 1919-1922.
1 volume
- 238 238 - 244 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1976.
1924-1929.
1 liasse
- 239 1930-1939.
1 liasse
- 240 1940-1949.
1 liasse
- 241 1950-1959.
1 chemise
- 242 1960-1965.
1 chemise
- 243 1966-1969.
1 liasse
- 244 1970-1976.
1 liasse
- 245 Dossier relatif à la revue des militaires en congés illimités. 1925, 1927, 1930-1931.
1 chemise
- 246 Dossier relatif aux congés définitifs de soldats miliciens. 1961.
1 chemise
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX
- 247 Dossier relatif aux avis de réquisitions et aux relevés des chevaux, mules et voitures dans la commune. 1923-1929.
1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. GÉNÉRALITÉS

- 248 Questionnaire du Ministère de la Santé publique et de la Famille relatif aux différents services de secours présents dans la commune et informations sur ces services. 23 octobre 1963. 1 pièce

B. POLICE

- 249 Correspondance entre l'administration communale et la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) relative à la mise en ordre de la signalisation autour du passage à niveau n° 7. 1966-1968. 1 chemise

C. SERVICE D'INCENDIE

- 250 Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Groupement régional de Tamines. 1950, 1956, 1968. 1 chemise
- 251 Dossier relatif aux cotisations à payer au Groupement régional de défense contre l'incendie de Tamines. 1953-1973. 1 chemise

252 - 254 RAPPORTS ANNUELS SUR L'ACTIVITÉ DU CORPS DES
POMPIERS DU GROUPEMENT RÉGIONAL DE DÉFENSE CONTRE
L'INCENDIE DE TAMINES. 1959-1971.
1959.

- 252 1959. 1 pièce
- 253 1960-1964, 1966-1969. 1 chemise
- 254 1970-1971. 2 pièces
- 255 Règlement organique du corps des sapeurs-pompiers volontaires de Tamines. 1973. 1 pièce

D. PROTECTION CIVILE

- 256 Dossier relatif à la participation de Moignelée au Corps de sécurité civile. 1952-1954.

-
- 1 chemise
- 257** Dossier relatif à l'installation et l'entretien d'une sirène à la maison communale pour le compte du Corps de la sécurité civile. 1952-1955.
- 1 chemise
- 258** Dossier relatif au Centre d'instruction du Corps de sécurité civile à Moignelée. 1955-1956, 1963.
- 1 chemise
- 259** Formulaire d'enquête complétés envoyés par la Protection civile relatifs à la prise en charge des habitants en cas d'évacuation (transport, restauration et hébergement). 22 avril 1976.
- 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICE COMMUNAL POUR L'ENVIRONNEMENT

- 260 Dossier relatif à l'instauration d'un règlement communal pour la protection des arbres. 1976-1978. 1 chemise

B. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

- 261 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'adoption d'un service gratuit d'inspection médicale scolaire par la commune. 20 février 1922. 1 pièce

C. SERVICE COMMUNAL DE TRAITEMENT DES IMMONDICES

- 262 Correspondance relative aux établissements et aux réclamations sur les dépôts d'immondices. 1967-1976. 1 chemise

- 263 Dossier relatif à l'adhésion au service de collecte et de traitement des immondices mis en place par la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise (SIAEE Région namuroise). 1972-1976. 1 chemise

D. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 264 Listes des enfants soumis à la vaccination antipoliomyélitique. 1958, 1963. 1 chemise

E. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

- 265 Résultats des analyses de l'eau par l'inspection d'hygiène de Namur. 1966, 1970. 1 chemise

F. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

- 266 - 271 DOSSIERS RELATIFS À LA DÉMOLITION DE TAUDIS. 1943-1971.
266 V. Q. 1943. 1 chemise

- 267 R. S. 1953-1961.

		1 chemise
268	Baraquements industriels des charbonnages de Bonne Espérance. 1955-1957.	1 chemise
269	A. F. 1957-1963.	1 chemise
270	C. M. et les Charbonnages de Bonne Espérance. 1969-1971.	1 chemise
271	Charbonnages de Bonne Espérance. 1970-1971.	1 chemise
272	Dossier relatif au projet de démolition d'une série de maisons pour la construction d'une cité-jardin par la Société coopérative " Le Mieux Être ". 1968-1973.	1 chemise
273	273 - 274 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION DE MAISONS. 1970-1977. Rue Dry les Cortils. 1970-1977.	1 chemise
274	Chemins de grande communication n° 70, 71 et chemin n° 8. 1971-1977.	1 chemise
275	<i>G. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMUNES</i> Plan et cahier des charges relatifs au projet de construction d'une fosse à fumier et d'une citerne à purin pour M. Jampon. 27 août 1917.	2 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

276 - 277 DOSSIERS RELATIFS AUX EMPRUNTS CONSOLIDÉS
CONTRACTÉS AUPRÈS DU CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE POUR
DES TRAVAUX PUBLICS. 1939-1976.
[1939-1969].

1 chemise

277 1956-1976.

1 chemise

278 Correspondance entre la Société " Le Mieux Être ", l'administration
des Mines et la SA des Charbonnages de Bonne Espérance relative
à l'évaluation des dégâts miniers sur le projet d'établissement
d'une cité de 200 maisons (Ponciat). 1961-1963.

1 chemise

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

279 Évaluation des dégâts miniers affectant les locaux communaux et
lettres du bourgmestre à l'architecte et géomètre-expert L. Regnier.
1937-1938.

1 chemise

280 Dossier relatif au projet de transformation de la maison
communale, d'amélioration des classes et de construction d'un
groupe scolaire complet. 1937-1941.

1 liasse

281 Dossier relatif aux travaux de transformation de la maison
communale. 1958-1964.

1 liasse

282 Dossier relatif à l'installation du chauffage central dans la maison
communale et l'école des garçons. 1959-1961.

1 chemise

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA SÉCURITÉ ET À L'ORDRE PUBLICS

283 Dossier relatif aux travaux de remise en état de deux abris dans la
commune. 1952-1954.

-
- 1 chemise
- 284** 3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE ET À L'HYGIÈNE
Dossier relatif au projet de construction d'une morgue et d'un deuxième urinoir public. 1926.
1 chemise
- 285** Cahier des charges et plan relatifs au projet de construction d'urinoirs publics. 1929.
2 pièces
- 286** 4. BÂTIMENTS SCOLAIRES
Dossier relatif aux travaux de construction et d'agrandissement d'une nouvelle école des filles au lieudit " Malonne ". 1924-1930.
1 liasse
- 287** Dossier relatif aux travaux de réparation de la toiture de l'école des garçons. 1940.
1 chemise
- 288** Correspondance entre les autorités communales et le service contentieux des Charbonnages de Bonne Espérance relative aux travaux de restauration du mur de clôture de l'école des filles. 1952-1953.
1 chemise
- 289** Dossier relatif aux travaux de construction de nouvelles classes pour l'école communale des garçons. 1953-1961.
1 liasse
- 290** Dossier relatif à la construction de deux locaux scolaires et d'une consultation des nourrissons. 1963-1968.
1 liasse
- 291** Dossier relatif à l'installation du chauffage central à l'école communale des filles. 1971-1975.
1 chemise
- 292** Dossier relatif au projet de construction d'un complexe scolaire. 1976.
1 chemise
- 293** 5. BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES FINS SOCIALES
Plans de la cité ouvrière pour mineurs du Charbonnage de Bonne Espérance sur la commune. 1947.

-
- 1 chemise
- 294 Dossier relatif au chantier de construction de 24 maisons par l'entrepreneur André Liboutin pour le compte de la Société coopérative " Le Mieux Être ". 1952-1957.
1 chemise
- 295 *295 - 295/B DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS (CITÉ DU PONCIAT). 1962-1966, 1968-1972.*
Plans.
1 chemise
- 295 /b Dossier.
1 liasse
- 296 Dossier relatif à la construction de 46 garages par la Société coopérative " Le Mieux Être ". 1971-1972.
1 chemise
- 297 6. BÂTIMENTS DU CULTE
Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église paroissiale. 1923-1927.
1 chemise
- 298 Dossier relatif au projet de restauration du presbytère. 1935.
1 chemise
- 299 Dossier relatif aux travaux de grosses réparations, d'entretien et de renouvellement de l'église. 1961-1965.
1 chemise
- 300 Dossier relatif au projet de restauration du hall du presbytère. 1971.
1 chemise
- 301 Dossier relatif à l'installation du chauffage à l'église. 1976-1977.
1 chemise
- 302 7. CIMETIÈRES
Dossier relatif aux travaux d'agrandissement et aux emprises nécessaires. 1918-1920, 1923-1929.
1 liasse
- 303 Plan d'aménagement du nouveau cimetière. 26 septembre 1929.
1 pièce

-
- 305 Dossier relatif au projet de nivellement d'une partie du cimetière.
1929. 1 chemise
- 306 Dossier relatif à la réfection du mur de clôture. 1944-1949.
1 chemise
- 304 Croquis et calculs relatifs au niveau cimetière. [1re moitié du XXe
siècle]. 1 chemise
- 307 Dossier relatif aux travaux d'agrandissement. 1962-1966.
1 chemise

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE

- 308 1. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)
Plan relatif au projet d'amélioration du chemin n° 5. 15 mai 1894.
1 pièce
- 309 Plans et tableau des emprises relatifs au projet d'amélioration du
sentier n° 15. [1er quart XXe siècle]. 1 chemise
- 310 Plans du sentier n° 18 dit du Foriet. [1er quart XXe siècle].
1 chemise
- 311 Plans relatifs à un projet d'égouttage sans précision du chemin
concerné. [1re moitié XXe siècle]. 1 chemise
- 312 Plans relatifs au projet de construction d'aqueducs en amont de
l'écluse de Moignelée. [1re moitié XXe siècle]. 1 chemise
- 313 - 321 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES
CHEMINS. 1911-1969.
- 313 Chemin n° 6 dit du Foriet. 1911-1920. 1 chemise
- 314 314 - 317 Chemins n° 1, 2 et 8. 1912-1924.
Calculs justificatifs des aqueducs. 1er mars 1912. 1 pièce

315	Projet. 1912-1914.	1 chemise
316	Emprises. 1913-1919.	1 chemise
317	Subsides. 1920-1924.	1 chemise
318	Chemin dit " du Fond des Rys ". 1920-1925.	1 chemise
319	Chemin n° 7 dit rue Émile Vandervelde et acquisitions des emprises nécessaires. 1926-1943.	1 chemise
320	Chemins n° 3 dit rue du Rivage et n° 4. 1945-1954.	1 liasse
321	Rue des Bachères. 1968-1969.	1 chemise
322	Dossier relatif à la modification d'une partie du plan d'alignement des chemins n° 2 et nouveau. 1918, 1929-1933.	1 chemise
323	Pièces relatives au projet d'aménagement de la place communale. 1919.	2 pièces
324	Pièces relatives au projet de pavage de la place de l'Église. 25 septembre 1919.	2 pièces
325	Délibération de la Députation permanente du Conseil provincial relative au déplacement et à l'élargissement du chemin n° 27. 4 janvier 1929.	1 pièce
326	Dossier relatif aux acquisitions et expropriations des emprises nécessaires à l'élargissement du chemin n° 7, rue Émile Vandervelde. 1929, 1936-1939.	1 chemise
327	Dossier relatif à la modification d'une partie du plan d'alignement des chemins n° 1 et n° 5. 1929, 1942-1947.	1 chemise
328	Dossier relatif au projet de réseau complet d'égouts. 1930.	

		1 chemise
329	Dossier relatif au projet d'amélioration en pavage du prolongement du chemin n° 71. 1932.	1 chemise
330	Dossier relatif aux travaux d'assainissement du sentier n° 14. 1937-1939.	1 chemise
331	Projet d'ouverture d'un chemin nouveau reliant les chemins n° 7, rue Émile Vandervelde, et de grande communication n° 70. 1945-1947.	1 chemise
332	<i>332 - 336 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉFECTION. 1953-1960.</i> Chemin n° 6. 1953-1954.	1 chemise
333	Chemin n° 3, rue du Rivage. 1954-1955.	1 chemise
334	Chemin n° 9. 1955-1956.	1 chemise
335	Chemin n° 8. 1957-1959.	1 chemise
336	Chemin n° 7, rue Émile Vandervelde. 1958-1960.	1 chemise
337	Dossier relatif à l'égouttage des rues Neuve et Fond des Rys. 1954-1956.	1 chemise
340	Dossier relatif à la création d'une nouvelle rue reliant le sentier n° 15 au chemin n° 1. 1954-1956.	1 liasse
338	Dossier relatif aux travaux de voirie et d'égouts pour la cité érigée entre la rue de Fleurus et la rue Émile Vandervelde. 1954-1963.	1 chemise
339	Dossier relatif aux travaux de construction d'un collecteur d'égouts entre les rues Vandervelde et du Rivage (égout des Valères). 1954-1967.	

1 liasse

- 341 Dossier relatif aux travaux d'aménagement du sentier n° 11. 1959-1960.
1 chemise
- 342 Dossier relatif aux travaux de réfection de la place communale. 1963-1964.
1 chemise
- 344 Dossier relatif à la modification du plan d'alignement des chemins n° 1, 2, 7, 8 et quartier de l'Hayelette. 1965-1967.
1 chemise
- 343 Dossier relatif aux plaintes et travaux de modification à effectuer suite aux travaux de normalisation de la Sambre. 1965-1975.
1 chemise
- 345 Dossier relatif aux travaux de voirie et d'égouttage de la cité-jardin du Ponciat. 1967-1973.
1 chemise
- 346 Dossier relatif au projet de réseau d'égouts et de construction d'un collecteur d'évacuation des eaux usées de la province de Namur. 1974-1985.
1 chemise
- 347 Dossier relatif aux travaux de trottoirs rues Vandervelde, de Fleurus, de l'Église et de réfection rue de Fleurus et sentier du Foriet. 1975-1976.
1 chemise
- 348 Dossier relatif aux travaux d'équipement de voirie, d'égouttage et d'aménagement des abords de la cité du Ponciat. 1975-1976.
1 chemise
2. VOIRIE VICINALE
- 349 Dossier relatif au projet non réalisé de construction du chemin de grande communication dit " de la Basse-Sambre " reliant Moignelée à Namur. 1928-1931.
1 chemise
- 350 Dossier relatif aux travaux d'élargissement du chemin de grande communication n° 70 et acquisition des emprises nécessaires. 1935-1939.
1 chemise

-
- 351 Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire du chemin de grande communication n° 104. 1949-1954.
1 chemise
- 352 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et d'égouttage du chemin de grande communication n° 70. 1955-1966.
1 liasse
- 353 Dossier relatif au remplacement des conduites d'eau des chemins de grande communication n° 71 et 104 par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1967-1969.
1 chemise
3. VOIRIE NATIONALE
- 354 - 357 DOSSIERS RELATIFS À LA ROUTE INDUSTRIELLE DE LA BASSE-SAMBRE. 1958-1976.*
- 354 Correspondance relative au projet de route. 1958.
1 chemise
- 355 Plan directeur d'aménagement de la Basse-Sambre par le Bureau économique de la province de Namur. [3e quart du XXe siècle].
1 pièce
- 356 Plans de situation, d'aménagement, tracés, emprises à réaliser et correspondance. 1960-1961, 1968-1976.
1 chemise
- 357 Texte d'accord général et fiches opérationnelles provisoires. 1975.
1 chemise
- D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 358 Dossier relatif à la construction de l'écluse de Moignelée. 1929.
1 chemise
- 359 Lettre du bourgmestre à l'ingénieur en chef-directeur du service de la Sambre relative aux conséquences de la suppression de l'écluse de Moignelée dans le cadre des travaux de normalisation de la Sambre. 4 septembre 1963.
1 pièce
- 360 Dossier relatif au point d'origine des cours d'eau non navigables de la commune. 1967-1970.
1 chemise

E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

361 - 364 DOSSIERS RELATIFS À LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU SERVICE RÉGIONAL DE WANFERCÉE-BAULET DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES DISTRIBUTIONS D'EAU (SNDE). 1923-1976.

- 361** Listes des travaux prévus par le service et projets d'extension. 1923-1976. 1 liasse
- 362** Statuts, emprunts, redevance et capital. 1932-1976. 1 liasse
- 363** Procès-verbaux, compte-rendu et composition du Comité consultatif. 1953, 1962-1967. 1 chemise
- 364** Projet d'essais de captage d'eau. 1963-1964. 1 chemise
- 365** Dossier relatif au projet de construction d'une station d'épuration Tamines-Moignelée. 1950, 1963-1964. 1 chemise
- 366** Dossier relatif aux emprunts consolidés à la Société nationale des distributions d'eau. [1954-1968]. 1 chemise
- 367 - 369 DOSSIERS RELATIFS À LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE À UN NOUVEAU SERVICE DE CAPTAGE DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES DISTRIBUTIONS D'EAU (SNDE). 1969-1976.*
- 367** Projet de création du Service de captage et de refoulement du Nord de Charleroi. 1969-1970. 1 chemise
- 368** Notices suite à l'admission de nouveaux associés, à la constitution et aux modifications du capital. 1970-1976. 1 chemise
- 369** Modification du projet prévoyant la création de deux services distincts, le Service de captage et de refoulement de Villers-Perwin et le Service d'adduction de Charleroi. 1971. 1 chemise

-
- 370 Dossier relatif au projet de fusion des services de distribution d'eau par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1972-1976.
1 chemise
2. DISTRIBUTION DE GAZ
- 371 Dossier relatif à l'affiliation de la commune et aux litiges avec la Société hennuyère d'électricité et de gaz (HENELGAZ) et la Société intercommunale INTERHAINAUT. 1960-1964.
1 chemise
- 372 - 375 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT ET L'EXPLOITATION D'UNE CANALISATION DE GAZ NATUREL PAR LA SA " DISTRIGAZ " DESTINÉE À INTERCONNECTER LES CONDUITES JUMET - GILLY ET JEMEPPE - FROIDMONT. 1971-1973.*
- 372 Tracé des conduites. 1971.
1 liasse
- 373 Demande de construction de la canalisation. 1971-1972.
1 chemise
- 374 Modification de tracé. 1972.
1 liasse
- 375 Demande de régularisation de la SA " DISTRIGAZ " pour le transport de gaz de sa canalisation. 1973.
1 chemise
3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 376 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la société de gaz et d'électricité du Hainaut. 1920-1935.
1 chemise
- 377 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la Société intercommunale d'électricité de l'est et du centre du Hainaut (IEECH). 1929-1962.
1 chemise
- 378 Dossier relatif aux demandes d'installation de câbles et de canalisations électriques de l'Union des centrales électriques du Hainaut - Groupement de la Sambre sur le territoire de la commune. 1933-1955.
1 chemise

-
4. ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 379 Dossier relatif aux travaux de modernisation de l'éclairage public.
1956-1959. 1 chemise
5. TÉLÉPHONE
- 380 - 382 DOSSIERS RELATIFS À LA POSE DE CÂBLES
TÉLÉPHONIQUES, AUX RACCORDEMENTS ET AUX RETRAITS DE
CÂBLES. 1953-1974.
- 380 1953, 1955, 1957-1959. 1 chemise
- 381 1960-1968. 1 chemise
- 382 1970-1974. 1 chemise
- 383 - 384 DOSSIERS RELATIFS À L'INSTALLATION DE BORNES
TÉLÉPHONIQUES. 1974-1975.
- 383 1974. 1 chemise
- 384 1975. 1 chemise
6. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES
- 385 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la Société
intercommunale bruxelloise pour la diffusion de la télévision
BRUTELE et statuts. 1972-1975. 1 chemise
7. TRANSPORTS EN COMMUN
- 386 - 388 DOSSIERS RELATIFS AU SERVICE D'AUTOBUS DE LA
BASSE-SAMBRE (CHÂTELINEAU - WANFERCÉE-BAULET - TAMINES -
CHÂTELINEAU ET EXTENSIONS). 1931-1974.
- 386 Création et organisation de la ligne. 1931-1961. 1 chemise
- 387 Partage des bénéfiques. 1954, 1956-1957, 1961-1966. 1 chemise

-
- 388 Régularisation du service et incorporation de son capital dans celui des lignes du groupe de Charleroi. 1972-1974.
1 chemise
- 389 Dossier relatif à l'organisation du service d'autobus Tamines - Fleurus. 1931-1966.
1 chemise
- 390 Dossier relatif à la construction d'abris à voyageurs sur le territoire de la commune. 1965-1971.
1 chemise
- F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 391 Plan d'un terrain du charbonnage de Bonne Espérance à Moignelée réalisé par la Société coopérative " Le Mieux Être ". [1re moitié XXe siècle].
1 pièce
- 392 Plan d'aménagement de la situation existante. 1953.
1 pièce
- 393 Plan particulier d'aménagement n° 1. 1954.
1 pièce
- 394 Plans particuliers d'aménagement relatifs à la construction de maisons le long de la route à créer entre la rue Vandervelde et le sentier du Ruau. 1954.
1 chemise
- 395 Dossier relatif au plan particulier d'aménagement n° 1 quartier Centre-Ouest comprenant un plan de destination, des prescriptions urbanistiques, un plan des expropriations et un plan de relotissement. 1955.
1 liasse
- 396 Plans généraux d'aménagement de Moignelée avec remarques et rapport justificatif. [1963].
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 397 Liste des élèves de la classe de Mathilde Hanlair de l'école adoptée des filles. 1920-1921. 1 pièce

B. CADRE GÉNÉRAL

- 398 398 - 399 ÉCOLE PRIMAIRE ADOPTÉE POUR FILLES. 1919-1926. Dossier relatif à la réadoption. 1919-1920. 1 chemise
- 399 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la désadoption. 16 mars 1926. 2 pièces
- 400 400 - 401 ÉCOLE PRIMAIRE COMMUNALE DES FILLES. 1963-1969. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'ouverture d'une deuxième classe. 3 octobre 1963. 1 pièce
- 401 Pièces relatives à la suppression de l'école et au rattachement des classes à l'école des garçons. 1968-1969. 1 chemise

C. ORGANISATION

- 402 Règlement et programme-type des écoles primaires communales par le Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique. [1e quart XXe siècle]. 1 pièce
- 403 Lettre de demande du gouverneur relative à l'organisation de l'enseignement primaire et gardien dans la commune et réponse du bourgmestre. 1953. 2 pièces
- 404 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et lettre du ministre de l'Éducation nationale relatives à l'organisation en classes non-mixtes des écoles primaires communales pour l'année scolaire 1967- 1968. 1967. 2 pièces
- 405 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à

l'organisation en classes mixtes de l'année scolaire 1969-1970 à l'ancienne école des garçons. 22 septembre 1969.

1 pièce

D. BÂTIMENTS

406 Lettre de réclamations de Cornil Hul au bourgmestre relative aux réparations urgentes à effectuer dans les bâtiments scolaires. 14 avril 1924.

1 pièce

E. ÉQUIPEMENT

407 Dossier relatif à l'acquisition de 25 bancs pupitres. 1924-1925.

1 chemise

408 Dossier relatif à la commande de 10 bancs d'école pour enfants. 1938-1939.

1 chemise

409 Questionnaires relatifs à l'inventaire et l'utilisation du matériel didactique complétés par les différents membres du corps enseignant. 2 octobre 1972.

1 chemise

F. FINANCES

410 Tableau relatif aux recettes, dépenses et soldes pour les années 1959 à 1963. 31 décembre 1963.

1 pièce

411 Comptes annuels. 1964-1975.

1 chemise

412 Rapports relatifs au contrôle de l'emploi des subventions de fonctionnement du service de la vérification du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française. 1966, 1975.

2 pièces

413 Dossier relatif aux subventions-traitements alloués aux écoles. 1974-1975.

1 chemise

-
- XIII. BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE
- 414 Réponses à un questionnaire sur l'organisation de la bibliothèque.
1933. 1 pièce
- 415 Correspondance entre le bourgmestre et le gouverneur relative à
l'agrément de la bibliothèque publique. 1952. 1 chemise
- 416 *416 - 417 BUDGETS ANNUELS. 1953-1962.*
1953, 1955-1959. 1 chemise
- 417 1960-1962. 1 chemise
- 418 Comptes annuels. 1959-1962. 1 chemise

- 419** XIV. ÉCONOMIE
Fiches d'exploitants. [XXe siècle].
1 liasse
- 421** Registre de l'artisanat. 1959-1969.
1 volume
- 420** Dossier relatif à la Commission de constat des dégâts agricoles.
1969-1975.
1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

- 422 Dossier relatif aux primes communales à la construction. 1951-1976.
1 chemise
- 423 Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1953-1958.
1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

424	424 - 426 COMPTES ANNUELS. 1954-1975. 1954-1959.	1 chemise
425	1960-1962, 1966-1967.	1 chemise
426	1970-1975.	1 chemise

XVII.RELATIONS AVEC LA PAROISSE

A. PERSONNEL

- 427 Procès-verbaux des séances du Conseil de fabrique relatifs aux renouvellements des membres. 1918, 1936, 1939. 1 chemise

B. PATRIMOINE

- 428 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'aliénation d'une parcelle de terrain à Edmond Lefèvre. 13 mars 1934. 1 pièce

429 - 430 DOSSIERS RELATIFS AUX DONATIONS ET LEGS. 1934-1937.

- 429 Famille Bodson-Bierlaire. 13 mars 1934. 1 pièce

- 430 E. Marlier. 1937. 1 pièce

- 431 Extraits du registre aux délibérations du Collège échevinal et du Conseil communal relatifs à l'échange de terrains entre la Fabrique et la SA des charbonnages de Bonne Espérance à Lambusart. 1934. 2 pièces

- 432 Pièces relatives à la vente de parcelles cadastrées section A, n° 470f et 487 à la SA des charbonnages de Bonne Espérance contre la donation à la commune d'une partie de terrain pour l'élargissement du chemin Moignelée-Farciennes. 1936. 1 chemise

- 433 Dossier relatif à l'aliénation de la parcelle cadastrée section B, n° 239w3 à Joseph Danse et Roger Fournier. 1969. 1 chemise

C. FINANCES

- 434 Lettres du gouverneur et du secrétaire communal relatives au refus d'approbation des comptes de la fabrique d'église. 1919. 2 pièces

435	435 - 437 BUDGETS ANNUELS. 1952-1975. 1952-1957, 1959.	1 chemise
436	1967-1968.	1 chemise
437	1970-1975.	1 chemise
438	438 - 440 COMPTES ANNUELS. 1952-1976. 1952-1957.	1 chemise
439	1967-1969.	1 chemise
440	1970-1973, 1976.	1 chemise